

DE L'ÉCOLOGIE SOCIALE AUX ÉCONOMIES DE COMMUNAUTÉ : POUR UN AUTRE VIVRE-ENSEMBLE

ANNA KRUYNSKI

Nous reconnaissons le fait que nous vivons dans une ère de changement social et environnemental accéléré sans précédent. L'histoire, qui, depuis les 10 000 dernières années de stabilité climatique sur Terre, a permis l'essor de l'agriculture et de la domestication des animaux, la croissance des villes, les nombreuses révolutions technologiques et l'émergence de la modernité, est maintenant terminée. Nous reconnaissons le fait que dans l'ultime phase de cette ère, la modernité est en train de détruire la stabilité qui a permis son émergence. Au cours du XXI^e siècle, une multitude de graves désastres climatiques, la pénurie de ressources essentielles, des changements environnementaux majeurs, des taux considérables d'extinction des espèces, et d'autres forces qui représentent une menace pour la vie sont appelées à augmenter. Ce qui nous inquiète, c'est que les réponses actuelles à ces problèmes sont axées sur des solutions dictées par le marché et ont dès lors le potentiel de mettre encore davantage en péril nos communs.

Katherine Gibson, Deborah Bird Rose et Ruth Fincher,
« Preface », *Manifesto for Living in the Anthropocene*

1. K. Gibson, D. B. Rose et R. Fincher, « Preface », *Manifesto for Living in the Anthropocene*, Brooklyn, Punctum Books, 2015, p. vi. Traduction libre ; j'ai traduit les extraits de publications en anglais.

Ce texte est un exercice de réflexion. Plutôt que de travailler avec des étiquettes idéologiques, j'ai envie de faire de la gymnastique mentale avec des concepts et des pratiques qui m'inspirent. Pour en arriver à proposer une méthode d'organisation qui soit porteuse d'espoir (un autre vivre ensemble est possible) tout en étant ancrée dans un pragmatisme mobilisateur. Je commencerai par expliciter mon point de vue sur l'exploitation et l'oppression des humains et de la nature. Puis, je reviendrai sur les idées mises de l'avant par Murray Bookchin et sur l'application de ses concepts d'écologie sociale et de municipalisme libertaire par le collectif anarchiste la Pointe libertaire. Ensuite j'aborderai les propositions de J. K. Gibson-Graham sur l'économie diversifiée et les économies de communauté, ainsi que la position du *Community Economies Collective* (CEC) sur le changement social. Je reviendrai finalement à Pointe-Saint-Charles pour proposer une application concrète, une méthode d'organisation. J'espère, ce faisant, engager un débat avec toutes celles, tous ceux qui travaillent à l'émergence d'un monde meilleur.

Exploitation et oppression

Je crois fermement que la différence doit être célébrée, mais que les hiérarchies doivent être combattues. La hiérarchie, c'est cette idée que les hommes sont mieux que les femmes, que les personnes cis-genre sont mieux que les trans, que la peau blanche c'est mieux que la peau noire, que l'hétérosexualité, c'est mieux que l'homosexualité, qu'être mince c'est mieux qu'être grosse. Cette idée qui est propagée par les écoles, les médias, les familles, les services sociaux et de santé, les institutions religieuses. Cette idée qui se matérialise en rapports de domination. Car ceux qui bénéficient de la stratification se retrouvent très souvent à prendre les décisions qui nous affectent toutes et tous. À contrôler la production des biens et des services dont nous avons besoin pour (sur)vivre. À prendre en otage notre sécurité, notre intégrité physique et psychologique.

Je crois que l'organisation de la société perpétue la stratification (la naturalise) et est à la base de l'exploitation des humains et de la nature.

Toutes et tous les humain.e.s travaillent. Un bon nombre travaille huit heures et plus par jour pour obtenir de quoi survivre (paie) et

pour produire la richesse qui appartient, plus souvent qu'autrement, aux propriétaires de l'entreprise. La nature contribue aussi à cette richesse : minéraux, énergie non-renouvelable, fertilité du sol, espèces animales et végétales. La richesse provient du vol des réserves de la planète et du travail des personnes salariées, et c'est le propriétaire qui décide comment elle est répartie. Souvent, ce même propriétaire navigue dans les Caraïbes dans son yacht de luxe pendant que la planète se dégrade et que les humain.e.s rament pour survivre.

C'est de l'exploitation.

Ce n'est pas tout. Les humain.e.s, de retour au foyer, n'ont pas fini de travailler. Faire l'épicerie, désherber le potager, préparer les repas, faire la vaisselle, la lessive, l'époussetage, passer le balai, laver les vitres, désinfecter le bol de toilette, soigner les proches, superviser les devoirs, participer à l'assemblée générale du centre de femmes, faire de la médiation, appeler la Régie du logement, payer les factures... Qui fait ce travail non-rémunéré? Ce travail invisible, gratuit, qui bénéficie pourtant à toute la famille, à la communauté et à la société plus largement? En grande majorité, ce sont les femmes.

C'est de l'exploitation.

Ce n'est pas tout. Les humain.e.s, surmené.e.s, en mode survie, achètent ce dont illes ont besoin là où ça coûte le moins cher et, idéalement, là où on peut tout acheter. Mais qu'y a-t-il derrière les bas prix des Walmart et Costco de ce monde? Toute une série d'autres humain.e.s qui travaillent dans des contrées lointaines pour des salaires de misère dans des conditions terribles, ces autres humain.e.s qui habitent des pays du Sud, ou encore les quartiers racisés et pauvres des métropoles du Nord. Et une planète exploitée qui a du mal à respirer. La survie des humain.e.s est interdépendante de celle des autres humain.e.s et de l'environnement naturel. L'exploitation des un.e.s nourrit l'exploitation des autres.

Ce n'est pas tout. Ces humain.e.s surmené.e.s et cette planète épuisée voient les possibilités se rétrécir par l'*enclosure* ou par la non-gestion des communs², ces propriétés, pratiques ou savoirs qui sont

2. L'*enclosure* et la non-gestion sont des pratiques contraires à celle du *commoning* (ou mise en commun). L'*enclosure* restreint l'accès et l'utilisa-

partagés par une communauté. Alors que les communs biophysiques sont volés et exploités par des capitalistes à la tête de multinationales, les communautés autochtones qui veillent sur eux sont refoulées, ce qui met en péril leur souveraineté, leurs cultures et leur rapport à la terre. La couche d'ozone, les forêts boréales, les espèces fragiles sont décimées. Alors que les communs sociaux sont privatisés, leur accessibilité diminue, la santé, l'éducation se détériorent. Alors que les communs du savoir sont brevetés, les pratiques écologiques traditionnelles et autochtones sont oubliées. Alors que les communs culturels deviennent des marchandises, les symboles, les langues, l'héritage sont déracinés et défigurés.

Le capitalisme, le grand coupable ?

Certains, certaines pointent du doigt le « capitalocène », concept qui « définit le capitalisme comme mode d'organisation de la nature – une écologie mondiale multi-espèces, située, capitaliste [...] désignant le modèle historique fondamental de l'ère moderne de l'histoire du monde comme “L'Âge du Capital” –, l'ère du capitalisme en tant qu'écologie mondiale du pouvoir, du capital et de la nature³ ». Ici, le capitalisme est système tout-puissant, hégémonique, englobant. Système à abattre et à remplacer. Historiquement et encore aujourd'hui, malgré leurs positions différentes sur l'État, c'est l'analyse mise de l'avant par la plupart des marxistes et des anarchistes. Le grand penseur de l'écologie sociale Murray Bookchin ne fait pas exception : l'écologie sociale vise à faire naître une « société [...] qui éliminera non seulement le capitalisme, mais également l'État-nation, non seulement les classes, mais aussi la hiérarchie, non seulement l'exploitation, mais encore la domination, et cela ferait d'elle une société de remplacement rationnelle et écologique⁴ ».

tion des communs, et en privatise les avantages et la responsabilité. La non-gestion en ouvre l'accès tous azimuts, sans restriction, sans responsables, sans communauté pour en prendre soin.

3. J. W. Moore, « Introduction », dans J. W. Moore (dir.), *Anthropocene or Capitalocene? : Nature, History, and the Crisis of Capitalism*, Oakland, PM Press, 2016, p. 6.

4. Cité par J. Bielh, *Le municipalisme libertaire : La politique de l'écologie sociale*, Montréal, Écosociété, 1998, p. 20.

Pendant plus de dix ans, j'y ai cru moi aussi. Non seulement j'y ai cru, mais j'ai milité corps et âme, à Pointe-Saint-Charles et ailleurs, suivant les propositions de Bookchin. En 2004, j'ai fondé, avec Marcel Sévigny, la Pointe libertaire, un collectif anarchiste dont les idées et pratiques s'inspirent de l'écologie sociale et qui « vise le développement des dynamiques autogestionnaires dans le quartier et la réappropriation par la collectivité de l'ensemble des pouvoirs qui la concernent⁵ ». En 2005, Marcel et moi écrivions :

Nous sommes militant et militante issus l'un du mouvement communautaire et de la politique municipale, l'autre de la frange féministe et radicale du mouvement anti-mondialisation. Nos parcours différents nous amènent aux mêmes questionnements. Que faire pour contrer, à long terme, le contrôle grandissant des entreprises multinationales sur le patrimoine collectif ? Comment aller au-delà de la réaction perpétuelle pour construire un monde sans racisme, sans sexisme, sans pauvreté, sans homophobie⁶ ?

Suivant Bookchin, nous nous sommes mis à travailler à l'auto-constitution d'une communauté politique dans notre quartier ou, en d'autres termes, à la création d'institutions politiques décentralisées et démocratiques. De par ce processus, selon la théorie, les nouvelles « municipalités » ainsi instituées deviennent le siège de la démocratie directe, et au cœur de ces dernières se retrouvent les assemblées de citoyen.ne.s, « de grandes réunions générales où tous les citoyens [*sic*] d'un quartier donné se rencontreront, délibéreront et prendront des décisions sur les questions d'intérêt commun⁷ ».

Nous avons surtout prêté attention à la dimension politique de la pensée de Bookchin, le municipalisme libertaire, sans trop se soucier de l'autre dimension de son œuvre, la dimension sociale. Pour

5. A. Kruzynski et M. Silvestro, « Proximité physique, vie de quartier et luttes anarchistes », dans R. Bellemare-Caron, É. Breton, M.-A. Cyr, F. Dupuis-Déri et A. Kruzynski (dir.), *Nous sommes ingouvernables : les anarchistes au Québec*, Montréal, Lux, 2013, p. 130.

6. A. Kruzynski et M. Sévigny, « Réhabiliter la politique : Une option libertaire », *Possibles*, vol. 29, n° 1, 2005, p. 28-45.

7. J. Biehl, *Le municipalisme libertaire*, *op. cit.*, p. 102.

Bookchin, la sphère dite sociale, présente dans toutes les cultures, est du domaine privé et inclut notamment la vie économique. Le but du municipalisme libertaire serait de municipaliser l'économie :

La société organisée selon des principes de réciprocité, d'absence de hiérarchie et de communalisme serait la plus rationnelle si elle choisissait de remplacer l'économie de marché capitaliste par une économie morale dans laquelle les membres possèdent un haut degré d'obligation réciproque. Elle remplacerait les classes et la propriété privée par la coopération et la solidarité ; le profit par la reconnaissance du bien-être réciproque ; la vente par le partage ; la rivalité et l'illusoire indépendance par la réciprocité et l'interdépendance. En remplaçant le lien économique axé sur le profit par un lien éthique, elle transformerait l'économie en culture⁸.

Selon Bookchin, la cité est un lieu d'autogestion et de liberté. Hors du champ social (privé), la liberté naît de la rencontre des gens dans l'espace public, de la vie civique partagée : de la délibération sur les problèmes communs, l'environnement, l'éducation, l'économie, de l'appréciation collective de l'art public, de l'achat et des ventes de biens et de services, de la socialisation, des échanges d'informations et de nouvelles. Bookchin estime que :

seule la communauté est ouverte à tous les membres adultes à titre de résidents plutôt qu'uniquement aux étudiants et aux travailleurs, et seule par conséquent, elle peut devenir une vaste arène pour la gestion des affaires de la communauté toute entière. [...] Les gens pourraient passer de l'état de monades isolées à celui de citoyens [*sic*] qui se reconnaissent les uns les autres, qui sont mutuellement dépendants et qui, à ce titre, se soucient de leur bien-être commun⁹.

Le municipalisme libertaire en action

Dans la vraie vie, la théorie ne s'applique pas toujours, surtout que la plupart d'entre nous n'avons pas lu Bookchin, sauf un des membres fondateurs de la Pointe libertaire, Marcel Sévigny, qui faisait décou-

8. *Ibid.*, p. 211-212.

9. *Ibid.*, p. 99.

vrir aux plus jeunes ce corpus impressionnant¹⁰. Nous avons néanmoins décidé de passer à l'action, suivant quasiment à la lettre – et je l'admets, pour ma part, sans le savoir – la méthode d'organisation proposée par Bookchin. Une fois le groupe politique créé (la Pointe libertaire), l'objectif est de faire cheminer l'idée d'une assemblée de citoyen.ne.s par l'(auto)éducation, qu'il s'agisse d'organiser des conférences, de produire des textes et de faire des actions, bref de saisir chaque occasion pour en parler.

Nous avons publié toute une panoplie de **textes**, que nous avons diffusés dans le quartier et sur le blogue, qui est devenu, avec les années, un média indépendant alimenté notamment par l'Agence de presse libre de la Pointe : sur les enjeux et stratégies d'aménagement urbain à la Pointe ; une proposition d'écovillage pour les terrains du CN ; une analyse du budget de l'arrondissement ; une biographie non autorisée de Vincent Chiara, promoteur capitaliste qui a acheté le terrain du CN pour 1 \$ (ce qui nous a valu une mise en demeure pour diffamation !) ; sur le transport en commun gratuit ; un mémoire sur l'aménagement des terrains du CN ; un autre sur les luttes au sein de la communauté autochtone de Tyendinaga ; un autre sur le racisme et le profilage ethnique ; un autre encore sur la démocratie directe, ainsi que des compte rendus critiques mensuels des conseils d'arrondissement¹¹. Nous avons organisé des **assemblées** et des **ateliers** de toutes sortes, pour discuter du film *Spezzano Albanese* sur l'action politique d'un collectif libertaire dans une petite ville d'Italie ; pour élaborer des stratégies de lutte contre le redéveloppement de l'usine Northern Electric en condos ; pour lancer le projet de Centre social autogéré ; pour discuter de l'économie participaliste ; pour mieux comprendre l'embourgeoisement, etc.

Nous avons organisé des **actions directes** : nous avons réussi à contraindre le CN à autoriser la réalisation d'une murale sur le

10. Voir M. Sévigny, *Trente ans de politique municipale : Plaidoyer pour une citoyenneté active*, Montréal, Écosociété, 2001 et M. Sévigny, *Et nous serions paresseux ? Résistance populaire et autogestion libertaire*, Montréal, Écosociété, 2009.

11. Voir www.lapointelibertaire.org.

mur aveugle de son viaduc en la commençant sans autorisation; similairement, l'arrondissement a sécurisé un passage dangereux de la piste cyclable après notre ultimatum – nous leur donnions deux semaines pour le faire sinon nous apportions béton et peinture pour le faire nous-mêmes; nous avons défriché un terrain envahi par l'herbe à poux au bord du canal Lachine pour y créer le Jardin de la Liberté, aujourd'hui un espace à l'abri de la spéculation du fait de sa reconnaissance officielle comme espace vert; nous avons participé à l'organisation du squat de l'ancienne fabrique de chandelles sur les rives du canal Lachine. Nous avons participé à des **luttons de quartier** contre le déménagement du Casino à Pointe-Saint-Charles, contre le projet de conversion du Nordelec en condos, contre la fermeture du bureau de poste. Nous avons soutenu la lutte contre la déportation d'Abdelkader Belaouni, notamment en chantant avec lui dans son refuge-sanctuaire à l'église Saint-Gabriel; le Chœur libertaire de Pointe-Saint-Charles est né de cette action et fait aujourd'hui partie de la **fabrique culturelle** du quartier. Nous avons forgé des **alliances** avec d'autres groupes libertaires du Sud-Ouest, et, après plusieurs années de tensions, avec la plupart des groupes communautaires du quartier. D'autres alliances se sont aussi forgées, notamment avec la Convergence des luttons anticapitalistes et Solidarité sans frontières et, évidemment, nous avons participé à plusieurs grands rassemblements anarchistes, comme le Salon du livre annuel, et à des **mobilitations contestataires**, dont les manifestations anticapitalistes du 1^{er} mai (initiative en 2011 de former un bébé-bloc¹²), les manifestations contre la brutalité policière du 15 mars, des actions en soutien aux autochtones en lutte et les actions de la grève étudiante de 2012. Et, pour terminer le portrait, nous avons participé, le cœur battant, à l'**assemblée populaire autonome de quartier** (APAQ) de Pointe-Saint-Charles, qui est née, comme dans plusieurs autres quartiers, dans la foulée de la grève de 2012 qui n'était plus étudiante mais populaire. Enfin, on s'approchait de la vision bookchinienne de

12. La Pointe libertaire, « Parents et enfants participent en grand nombre à la manifestation anticapitaliste du 1^{er} mai! », communiqué de presse, 2011, <http://archive.lapointelibertaire.org/node/1624.html>.

l'auto-institution d'une communauté politique ! Mais après un début prometteur et quelques discussions intéressantes sur l'austérité, le logement social, l'aménagement urbain et les stratégies de lutte, la participation s'est effritée et l'APAQ de notre quartier est morte.

Je ne ferai pas ici le bilan de ces dix années de lutte. Ce n'est pas mon propos. Mais j'ai quelques intuitions à partager. Toutes découlent du choix du point de départ pour la méthode d'organisation. Pour Bookchin, le point de départ, c'est le champ politique, pour qu'éventuellement une communauté auto-instituée en « municipalité » libertaire puisse décider de municipaliser l'économie ou, en d'autres termes, de transformer en propriété publique toutes les entreprises/organisations de la sphère sociale¹³. Mon expérience m'amène à conclure que si, à Pointe-Saint-Charles – ce village urbain dynamique, contestataire, organisé de la gauche à l'extrême gauche – on n'a pas, après dix ans d'efforts, réussi à élargir la Pointe libertaire, ni même à constituer un embryon d'institution politique, c'est qu'on a erré. Et si on prenait comme point de départ non pas le champ politique mais le champ social-économique ?

L'économie comme écologie

Qu'arriverait-il si on concevait l'économie non pas comme une catégorie objective, mais plutôt comme une production discursive ? Si, au lieu de considérer les activités économiques comme un champ de l'activité humaine séparé des autres, on les repensait comme étant du social, du politique, de l'éthique, de l'écologique ?

Et si nous considérions l'économie comme une écologie – comme un réseau de comportements humains écologiques qui ne seraient plus limités mais plutôt pleinement intégrés dans un mouvement complexe d'interdépendances éthiques et énergétiques : naissances, contaminations, auto-organisations, fusions, extinctions, et modèles de préservation et de destruction de l'habitat ? [...] Comment façonner de

13. Je doute qu'une communauté puisse décider sans s'entre-déchirer de municipaliser l'économie dans son entièreté. Imaginons que cette décision n'est pas unanime, mais adoptée à la majorité. Si la « municipalité » libertaire choisit de le faire tout de même, ne s'agit-il pas d'un acte autoritaire ?

véritables sensibilités éthiques en ce qui a trait à l'écologie-économie? Comment reconfigurer nos idées sur l'économie et l'écologie de façon telle qu'elles nous aident à assumer notre responsabilité de faire partie de la vie en tant qu'êtres vivant ensemble¹⁴?

Cette vision est la pierre angulaire du collectif des économies de communauté (Community Economies Collective, CEC), basé sur l'œuvre de J. K. Gibson-Graham¹⁵, qui regroupe aujourd'hui plus de 170 chercheur.e.s de par le monde¹⁶. Ce collectif vise une économie politique centrée sur la pratique de l'autodétermination, motivée par l'idée « qu'un autre monde est possible » et aspirant à un avenir postcapitaliste.

J. K. Gibson-Graham et Ethan Miller nous proposent trois pistes pour y arriver: repenser l'être, repenser l'économie et délibérer suivant des coordonnées éthiques pour constituer des économies plus-qu'humaines (*more-than-human economies*)¹⁷.

Repenser l'être (ou l'existence). « La vie ne peut exister sans communauté en tant que processus de connection-malgré-les-différences, sans être-en-commun » (p. 10). Illes nous invitent à remettre en question l'idée que l'être-en-commun (*being-in-common*) – c'est-à-dire la communauté – est composée uniquement d'humain.e.s. Illes nous proposent plutôt d'élargir le spectre, et de concevoir des communautés multiespèces, bâties sur des rapports interreliés d'interdépendance. Ce qui nous amène à la deuxième piste, *repenser l'économie*: « Essayons de penser "l'économie" non pas en tant que système unifié

14. J. K. Gibson-Graham et E. Miller, « Economy as Ecological Livelihood », dans Katherine Gibson, Deborah Bird Rose et Ruth Fincher (dir.), *Manifesto for Living in the Anthropocene*, Brooklyn, Punctum Books, 2015, p. 8.

15. J. K. Gibson-Graham est le nom de plume de feu Julie Graham et Katherine Gibson, géographes féministes spécialistes de l'économie politique. Leur œuvre théorique et empirique est immense.

16. Surprise! Les hommes blancs cisgenres n'y sont pas majoritaires comme c'est souvent le cas en économie.

17. Ces explications sont un mélange de traduction libre et de paraphrases des idées émises dans Gibson-Graham et Miller, « Economy as Ecological Livelihood », *op. cit.*

ou domaine d'existence, mais plutôt comme divers processus et interrelations par lesquels nous (humain.e.s et au-delà-de l'humain) constituons des modes/sources de vie» (p. 12). L'économie (*oikos*-habitat; *nomos*-négociation de l'ordre) pourrait alors être pensée comme constituant l'ensemble diversifié des activités de subsistance d'une communauté. Imaginons alors des économies humaines diversifiées coexistant, non seulement entre elles, mais aussi avec des économies diversifiées de saumons, d'abeilles, de bactéries, etc., ainsi qu'avec des économies de communautés plus larges, qu'ensemble, elles font vivre. L'écologie (*oikos*-habitat; *logos*-pensée) devient alors une manière de comprendre le tout, ou plus précisément, l'ensemble des interactions des économies diversifiées. « Cette manière de comprendre l'économie nous amène à concevoir autrement la manière dont les relations de création de subsistance et d'approvisionnement collective interagissent entre elles, entrent en conflit, se co-constituent et génèrent des résultats (*emergent properties*) » (p. 12).

Nous avons redéfini l'économie comme écologie du point de vue de sujets constituant une communauté et produisant ensemble des moyens de subsistance, et l'écologie comme les interactions de diverses économies de communauté différentes. Nous en arrivons alors aux questions éthiques qui sont au cœur de nos relations économiques et écologiques: « Comment vivre ensemble avec les autres humains et non-humains? » (p. 14)

C'est ici qu'on arrive à cette idée de se pencher sur l'identification des espaces de négociation éthique, ou en d'autres termes, *les coordonnées éthiques*. Gibson-Graham et Miller suggèrent qu'une posture éthique pour l'Anthropocène demande que chacun.e devienne habile à négocier: la participation, la nécessité (bien survivre), les surplus (production, appropriation, distribution et mobilisation) des communs.

Si une communauté est ce qui émerge quand des êtres vivants construisent et partagent des mondes ensemble, les économies de communauté sont alors les lieux où nous imaginons et nous nous efforçons – en tant que membres d'une communauté de vie de plus en plus attentif.ve.s – d'établir un juste équilibre entre nos besoins et ceux

des autres, de prendre en compte et d'offrir une forme de récompense pour les surplus donnés par la terre et par les autres (*earth others*), et de commencer à bâtir ensemble une pratique éthique de l'économie pour vivre à l'ère de l'Anthropocène – et au-delà. (p. 15).

Une méthode d'organisation

Pour une organisatrice communautaire comme moi, qui s'intéresse toujours à l'application des théories ou des concepts, il faut tenter de vulgariser les écrits produits par le CEC sur la transformation sociale. C'est tout un défi :

Même si elle n'est pas théorisée en tant que telle par Gibson-Graham, « l'économie de communauté » peut être lue dans son œuvre comme une expression polyvalente qui condense trois moments distincts sur le plan conceptuel, mais interreliés. Je les désignerai ici par « ÉdeC₁, ÉdeC₂ et ÉdeC₃ ». Pour résumer, ÉdeC₁ est le « moment ontologique » de l'économie de communauté, un espace essentiellement négatif et irréductible caractérisé par le partage de l'impossibilité même d'appréhender et de véritablement maîtriser la nature de notre être-ensemble. ÉdeC₂ est le « moment de la divulgation éthique », l'exigence affirmée de rendre visibles et contestables les dynamiques et les conséquences (et, partant, les responsabilités) de nos interrelations. Enfin, ÉdeC₃ est le « moment politique » où le fait incontournable de nos négociations éthiques et collectives est rendu explicite et devient un lieu de connexion, d'exclusion, de conflit et de transformation active¹⁸.

Je me lance.

La construction d'économies de communauté (ÉdeC) est un processus continu et non-linéaire qui s'articule en trois moments clés qu'on nommera ici ÉdeC₁, ÉdeC₂ et ÉdeC₃. Afin d'éviter l'ossification et l'exclusion (ou la naturalisation), le processus implique un va-et-vient constant entre ces différents moments clés. Chaque moment est animé par des ouvertures, des fermetures, des tensions, des vides, de la substance.

18. E. Miller, « Community Economy: Ontology, Ethics and Politics for Radically Democratic Economic Organizing », *Rethinking Marxism*, vol. 25, n° 4, 2013, p. 519-520.

Pour commencer, en **ÉdeC1**, il s'agit de travailler à remettre en question, à défaire, à faire éclater nos certitudes quant à l'existence d'une communauté d'être (existence)-en-commun fixe. De remettre en question nos idées préconçues sur la « nature », l'unité ou les divisions, de « notre » collectivité. En d'autres termes, prendre le temps d'examiner ce « nous¹⁹ », de voir sa diversité, les différences qui s'y cachent, qui s'y confrontent.

Ce processus permet de voir ce qui « nous » entoure avec un regard (toujours) nouveau, et en **ÉdeC2**, de percevoir notamment toute la diversité des activités que « nous » performons qui assurent « notre » subsistance, « notre » vivre-ensemble.



19. Je mets le nous entre guillemets pour signifier qu'il n'y a pas de nous uni et homogène, mais plutôt des « je » diversifiés qui s'allient.

Notre tâche serait donc de cartographier ce qui se cache sous l'eau (voir la figure), de le nommer, de l'expliquer, de le valoriser. Il s'agirait, selon J. K. Gibson-Graham, d'une première étape « pour imaginer et mettre en œuvre des hétérotopies économiques – des économies de communauté au sein desquelles le bien-être est directement produit²⁰ ». De comprendre ensemble qu'en fait, l'économie n'est pas « une machine gouvernée par des lois immuables ou des principes mécaniques²¹ ». Ce faisant, nous éjectons le capitalisme, ce système hégémonique tout-puissant, du siège du conducteur. En élargissant l'économie, on voit apparaître une multitude de manières de se la (ré)approprier. Car ces activités nous sont familières, intimes même. Elles nous font vivre. Elles nous soutiennent. On réalise que c'est nous, l'économie. On devient sujet économique.

Et là, on est en proie à un sentiment étrange.

Si c'est nous, l'économie, ce serait à nous de la façonner ? De créer un vivre-ensemble basé sur d'autres valeurs que la compétition, le chacun-pour-soi, l'avidité ? De mettre un terme à l'oppression, à l'exploitation des humains et de la planète ?

Arrive **le moment « politique » (ÉdeC3)**, le moment de la négociation du vivre-ensemble, de la subsistance en commun, de la rencontre de sujets individuels et collectifs « qui luttent pour faire vivre des espaces au sein desquels l'interdépendance est visible et négociée tout en contestant les processus de *uncommoning* ou d'enclosure de toutes sortes²² », de la (re)construction du soi, individuel, et du nous, collectif²³. Il est impossible, selon cette école de pensée, de savoir à l'avance à quoi ressemblera ce vivre-ensemble dans l'abstrait. Cet être-en-commun émerge des délibérations, des tensions, les luttes, des consensus, des déchirements (et change au fil de ces va-et-vient).

20. J. K. Gibson-Graham, « Rethinking the Economy with Thick Description and Weak Theory », *Current Anthropology*, vol. 55, n° S9, 2014, p. 81.

21. J. K. Gibson-Graham, J. Cameron et S. Healy, *Take Back the Economy: An Ethical Guide for Transforming Communities*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2013, p. 189.

22. Miller, « Community Economy... », *op. cit.*, p. 526.

23. J. K. Gibson-Graham, *A Postcapitalist Politics*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2006, p. x.

J. K. Gibson-Graham nous propose des coordonnées éthiques ainsi qu'une série d'outils²⁴ pour nous aider à identifier les points d'intervention. Ces outils nous permettent de comprendre que le **travail** est plus complexe que le seul gagne-pain. Le travail ménager, dans la communauté, sur une base volontaire ou d'aide mutuelle, est une facette de nos vies qui diversifie notre expérience, et qui contribue à satisfaire différentes dimensions de notre bien-être (matériel, occupationnel, physique, social et communautaire). Suivant la même logique, nos communautés sont soutenues par différents types d'**entreprises/organisations**. En augmentant la diversité des entreprises/organisations, qui dirigeront leurs surplus vers le bien-être des humains, des communautés et de la planète, on crée un avenir plus fiable pour toutes et tous. De même, nous subvenons à nos besoins par l'entremise de rencontres sur le **marché**, mais aussi dans d'autres contextes au sein desquels nous faisons du troc, offrons des dons ou entrons dans des relations d'aide mutuelle. Si nous diversifions les rencontres, nos connections entre nous et avec la terre s'enrichissent et nous devenons plus aptes à nous occuper les uns des autres, surtout en période de menace ou de pénurie. Les **communs**, quant à eux, ne se limitent pas à un seul type de propriété; divers types de propriétés peuvent être transformés en communs, c'est-à-dire pris en charge par une communauté qui en est responsable, et qui en définit l'accès, l'utilisation et les avantages qui y sont liés. En augmentant la diversité des communs, nous augmentons les chances que ces derniers soient préservés et développés. Et finalement, il s'agit de démultiplier les formes d'**investissement** qui subvertissent la logique du financement capitaliste, notamment par le biais de l'apport personnel sous forme de travail manuel (*sweat equity*) et de don, et de mettre en lumière, dans nos bilans « financiers », plutôt que la décroissance dite économique, la croissance d'écosystèmes intacts, de communautés qui partagent des buts communs et le savoir-faire accumulé.

Cela témoigne du fait que, comme dans la nature, les activités économiques des un.e.s sont intimement liées à celles des autres. Et comme dans le monde naturel, le changement économique est à la fois

24. Voir <http://takebackeconomy.net>.

path dependent (déterminé par des conditions préalables observables) et capable d'embardees étonnantes. L'économie n'est pas un vaisseau solitaire qui suit une voie prédéterminée. Si nous pouvons ajuster le compensateur pour suivre la route choisie, rien ne garantit que nous arriverons à bon port. Les courants, cyclones, mutineries ou embarcations de réfugiés peuvent nous faire changer de cap. Changer un élément a une influence sur l'ensemble, tout comme les événements inattendus. Tout ce qu'on peut faire, c'est observer, ajuster et réviser nos actions afin de cheminer vers nos objectifs.

Il n'y a donc pas de modèle à peaufiner, pas de moment révolutionnaire ou de grand soir à anticiper, pas de rupture, pas d'abolition de système, pas de vision unique. Plutôt un élargissement du spectre des activités économiques émancipatrices dans un processus de création d'économies de communauté, ces espaces politiques de délibération éthique, de démarches ouvertes, sensibles et adaptables, qui permettent à différentes communautés de construire des manières d'être, de penser et de faire, de vivre l'interdépendance. Aucune de ces manières n'est statique, car les défis et les préoccupations des un.e.s et des autres sont diversifiés, et changent au fil du temps.

Revenons à Pointe-Saint-Charles

À Pointe-Saint-Charles, des groupes et individu.e.s ont voulu imaginer, rêver et expérimenter des activités économiques « émancipatrices », des activités qui contribuent à la subsistance, au vivre-ensemble. Les activités/initiatives organisées par des individu.e.s, des groupes communautaires ou libertaires, ou un joyeux mélange des deux, foisonnent : épicerie solidaire, marché public de fruits et légumes, brasserie clandestine, jardins collectifs, friperies, café-restaurant, école alternative, espaces d'ateliers collectifs (*maker-space*). Le Bâtiment 7, cette « fabrique d'autonomie collective » en émergence, dans un bâtiment exproprié d'un propriétaire capitaliste²⁵ chemine tranquillement vers la création d'un espace libre et autogéré organisé autour

25. Cette histoire est racontée dans le livre produit par la Pointe libertaire : *Bâtiment 7 : Victoire populaire à Pointe-Saint-Charles*, Montréal, Écosociété, 2013.

de quatre pôles : services de proximité et ateliers collaboratifs, service à la famille et de santé, agriculture urbaine et art contemporain²⁶. Et il ne faudrait pas oublier toutes les institutions autonomes, gérées par les gens du quartier, qui assurent des services juridiques, de défense de droits, de santé et d'éducation, ces communs historiques qui font de Pointe-Saint-Charles une communauté tissée serrée, qui peut monter aux barricades quand la conjoncture le demande²⁷.

À mon avis, il s'agit déjà d'une économie de communauté, latente, qui attend qu'on la rende visible, qu'on s'y engage activement, consciemment. Imaginons ÉdeC₁. ÉdeC₁, ce sont tous ces moments de rencontre formels ou spontanés, de conflits, de tensions entre différents aspects de ce quartier (Quartier ouvrier ? Quartier populaire ? Quartier revitalisé ? Quartier gentrifié ? Quartier refermé sur lui-même ?) et leur coexistence (Population traditionnelle ? Bobos ? Jeunes familles de classe moyenne ? Irlandais ? Canadiens français ? Nouveaux arrivants ? Kanienkeha:ke ?) Avec ce regard neuf, imaginons ÉdeC₂.

ÉdeC₂, ce sont les moments qu'on se donne pour rendre visible toute la diversité de pratiques économiques qui existe déjà à Pointe-Saint-Charles. Imaginons une assemblée ou un outil virtuel participatif qui permettrait de cartographier toutes ces activités qui sont d'habitude cachées, sous l'eau. Les initiatives énumérées plus haut, mais aussi toutes les pratiques du *caring*, institutionnelles ou plus organiques, individuelles ou collectives (les réseaux de familles qui s'entraident pour la garde des enfants ; les ami.e.s qui sont là quand on est en crise ou quand on a besoin d'une oreille attentive ; les

26. A. Kruzynski, « L'autonomie collective en action : du Centre Social auto-géré de Pointe-Saint-Charles au Bâtiment 7 », *Nouvelles Pratiques sociales*, à paraître.

27. A. Kruzynski, « Building Power in Point St. Charles: Commons-communities and assemblage », *Community Development Journal*, en préparation ; Collectif CourtePointe, Isabelle Drolet et Anna Kruzynski (dir.), *Pointe Saint-Charles : un quartier, des femmes, une histoire communautaire*, Montréal, Remue-ménage, 2006 ; K. Triollet, « Une décennie de luttes urbaines à Pointe-Saint-Charles : Vers une réappropriation citoyenne », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 10, *Occupons la ville !*, 2013, p. 129-143.

grands-parents qui soignent leurs petits-enfants malades et qui ne peuvent pas aller à l'école...). Ou encore, ces transactions avec autrui, ces réseaux de troc/échange plus ou moins formels (les habitant.e.s des maisons collectives qui s'approvisionnent en pain, par exemple, et qui redistribuent le lot parmi les voisin.e.s; les vêtements d'enfant qui circulent d'une famille à l'autre; les massothérapeutes ou esthéticiennes qui échangent un service contre un séjour à la campagne). Et, par exemple, toutes ces formes de travail qui rompent avec la logique capitaliste, mais qui contribuent au bien-être de la population (les bénévoles qui servent des dîners à prix très modique sur une base quotidienne dans des organisations caritatives; les professionnel.le.s de la santé qui offrent des services gratuits aux personnes sans le sou; les personnes qui enlèvent l'herbe à poux d'un espace vert). Une fois que cette dimension est rendue visible, on arrive à ÉdeC3.

ÉdeC3, c'est donc ce moment de délibération, de démocratie radicale, d'action autour de cette économie diversifiée maintenant rendue visible. Quels liens d'interdépendance émergent entre les humains, entre les humain.e.s et le monde-plus-qu'humain? Quels choix peut-on faire, individuellement et collectivement? Comment élargir le spectre des pratiques économiques qui améliorent la (sur)vie de toutes et de tous? Et celle de la planète? À ce moment-là, on mesure les obstacles. Les loyers sont trop chers. Le zonage est difficile à changer. Un supermarché capitaliste a l'œil sur un local. C'est le moment de parler de pouvoir, de domination, d'influence. De comprendre ensemble comment les activités capitalistes nuisent à notre quartier. Même si le développement des activités économiques non capitalistes améliore le bien-être des individus, des communautés, de la planète, on observe, par exemple, que le conseil d'arrondissement a tendance à légiférer en fonction des intérêts du capital. Or, les habitant.e.s constitué.e.s en économie de communauté construisent leur force, leur pouvoir d'agir en commun, elles établissent des alliances avec d'autres communautés, des coalitions temporaires ou des fédérations plus pérennes autour d'enjeux spécifiques, selon les besoins du moment. Nous pouvons dès lors concevoir les différents territoires comme faisant partie d'un vaste ensemble d'espaces connectés par des toiles de signification, d'idées et de pratiques qui se propagent par le contact au quotidien ou par les

réseaux virtuels. Attention, ÉdeC₃ n'est jamais fixe, jamais définitif. Le va-et-vient entre ÉdeC₁ et ÉdeC₂, par le biais de ÉdeC₃, est un processus révolutionnaire par lequel les individus se transforment, par lequel de nouvelles subjectivités émergent; les individus et les groupes se transforment mutuellement.

En guise de conclusion

L'institution politique n'est donc pas séparée de l'économie (du social). Le point de départ est l'activité économique (sociale) des gens sur un territoire donné, cette activité tangible, réelle; de là émerge le politique. Les sujets politiques ne sont pas « les citoyen.ne.s », mais portent toutes sortes de chapeaux – jardinier, mère, voisin, conseillère municipale, travailleur-propriétaire, étudiante, thérapeute. Et les territoires, constitués en économies de communauté, créent des réseaux avec d'autres économies de communauté, ailleurs, en fonction des besoins et désirs des un.e.s et des autres. L'économie est diversifiée, pas municipalisée. Maintenant, pas « après ». Cela nous permet de voir qu'on ne lutte pas contre un capitalisme global abstrait, mais contre des activités capitalistes précises et visibles. L'éducation n'est pas une étape préalable, mais se fait plutôt dans l'action. En pensant et en pratiquant l'économie, nous nous transformons. Notre manière d'imaginer et de parler de l'économie influence nos actions. Nos actions créent l'économie. L'économie ou, en d'autres termes, l'écologie, ce processus d'autoconstitution de communautés diversifiées, au sein desquelles interagissent humain.e.s et plus-qu'humain.e.s, afin d'assurer la subsistance et le vivre-ensemble des un.e.s et des autres, et des générations à venir.

Peut-être que vous, lectrice, lecteur, voulez poursuivre cette réflexion? Vous souhaitez explorer cette méthode d'organisation? N'hésitez surtout pas. Un monde meilleur ne sera pas le fruit du travail des autres. Il est le fruit de notre travail, ici, maintenant.

Références

- Bielh, J. *Le municipalisme libertaire : La politique de l'écologie sociale*, Montréal, Écosociété, 1998.
- Collectif CourtePointe. Isabelle Drolet et Anna Kruzynski (dir.). *Pointe Saint-Charles : un quartier, des femmes, une histoire communautaire*, Montréal, Remue-ménage, 2006.
- Gibson-Graham, J. K. *The End of Capitalism (As We Knew It)*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1996.
- Gibson-Graham, J. K. *A Postcapitalist Politics*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2006.
- Gibson-Graham, J. K. « Rethinking the Economy with Thick Description and Weak Theory », *Current Anthropology*, vol. 55, n° S9, 2014, p. S147-S153.
- Gibson-Graham, J. K., J. Cameron et S. Healy. *Take Back the Economy: An Ethical Guide for Transforming Communities*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2013.
- Gibson-Graham, J. K., J. Cameron et S. Healy. « Commoning as a Postcapitalist Politics », dans Amin Ash (dir.), *Releasing the Commons: Rethinking the Futures of the Commons*, Routledge, 2016.
- Gibson-Graham, J. K. et E. Miller. « Economy as Ecological Livelihood », dans Katherine Gibson, Deborah Bird Rose et Ruth Fincher (dir.), *Manifesto for Living in the Anthropocene*, Brooklyn, Punctum Books, 2015, p. 7-16.
- Gibson, K., D. B. Rose et R. Fincher. « Preface », *Manifesto for Living in the Anthropocene*, Brooklyn, Punctum Books, 2015, p. v-viii.
- Kruzynski, A. (à paraître, 2017). « L'autonomie collective en action : du Centre Social autogéré de Pointe-Saint-Charles au Bâtiment 7 », *Nouvelles Pratiques sociales, L'action communautaire : Quelle autonomie ? Pour qui ?*
- Kruzynski, A. (en préparation). Building Power in Point St. Charles: Commons-communities and assemblage, *Community Development Journal*.
- Kruzynski, A. et M. Sévigny. « Réhabiliter la politique : Une option libertaire », *Possibles*, vol. 29, n° 1, 2005, p. 28-45.
- Kruzynski, A. et M. Silvestro. « Proximité physique, vie de quartier et luttes anarchistes », dans R. Bellemare-Caron, É. Breton, M.-A. Cyr, F. Dupuis-Déri et A. Kruzynski (dir.), *Nous sommes ingouvernables : les anarchistes au Québec*, Montréal, Lux, 2013, p. 137-151.
- La Pointe libertaire. *Bâtiment 7: Victoire populaire à Pointe-Saint-Charles*, Montréal, Écosociété, 2013.
- Miller, E. « Community Economy: Ontology, Ethics and Politics for Radically Democratic Economic Organizing », *Rethinking Marxism*, vol. 25, n° 4, 2013, p. 518-585.

- Moore, J. W. « Introduction », dans J. W. Moore (dir.), *Anthropocene or Capitalocene?: Nature, History, and the Crisis of Capitalism*, Oakland, PM Press, 2016.
- Sévigny, M. *Trente ans de politique municipale: Plaidoyer pour une citoyenneté active*, Montréal, Écosociété, 2001.
- Sévigny, M. *Et nous serions paresseux? Résistance populaire et autogestion libertaire*, Montréal, Écosociété, 2009.
- Triollet, K. « Une décennie de luttes urbaines à Pointe-Saint-Charles : Vers une réappropriation citoyenne », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 10, *Occupons la ville!*, 2013, p. 129-143.